

# Accord a minima sur le climat

La conférence de l'ONU sur le climat à Lima a dû être prolongée, mais un accord a finalement été trouvé. Un accord qui ne satisfait pas les ONG, mais qui était crucial avant la conférence de Paris dans un an.

C'est fait. Après deux semaines de négociations et plus de trente heures de prolongation, les 190 délégués présents à la conférence de l'ONU de Lima sur le climat sont parvenus à un accord.

Ce dernier était essentiel pour que des règles communes soient définies et que des pays n'utilisent pas un vide pour moins s'impliquer dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Les participants ont eu beaucoup de mal à s'entendre sur les mesures à prendre pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait même décidé de retarder son retour dans l'Hexago-



■ Les participants à cette négociation au Pérou applaudissent un accord arraché in extremis. Les ONG pour leur part crient à l'urgence. Photo AFP

ne pour assister à la fin de la conférence et peser pour qu'un accord soit trouvé.

## Compromis in extremis

Il l'est. Le ministre de l'Environnement péruvien, Manuel Pulgar-Vidal, a multiplié les séances informelles avec de nombreux pays pour trouver la voie d'un compromis. Il est parvenu à force de persuasion à ce que le clivage nord-sud soit dépassé. La Chine a par exemple obtenu qu'il n'y ait pas d'évaluation des engagements nationaux au regard

de la capacité des pays.

Comme souvent en matière environnementale, l'accord de Lima ne satisfait pas grand monde. Le texte est jugé trop peu ambitieux par les ONG, ainsi que par d'autres acteurs. « Bien que l'Union européenne souhaitait un accord plus ambitieux à Lima, nous croyons que nous sommes en route pour un accord global à Paris », a commenté de façon très diplomatique Miguel Arias Cañete, le commissaire européen chargé du climat et de l'énergie.

Lima doit en effet servir de rampe de lancement au sommet sur le réchauffement climatique qui aura lieu à Paris fin 2015.

Les émissions mondiales de GES continuent de croître chaque année, alors qu'elles doivent baisser pour que la hausse de la température du globe ne prenne pas une ampleur dangereuse. L'objectif est de limiter la hausse des températures de 2 °C d'ici 2100 et cela ne se fera qu'en réduisant d'environ 50 % les gaz à effet de serre d'ici 2050. Le futur accord de Paris, qui entrera en vigueur en 2020, doit permettre d'initier cette transition. « Lima a fourni une bonne base de travail », a estimé Laurent Fabius. Le secrétariat de la Convention de l'ONU sur le changement climatique réalisera pour le 1<sup>er</sup> novembre 2015 une synthèse agréant les différents engagements. Cela permettra de mesurer l'effort global par rapport à l'objectif de limiter la hausse du thermomètre de la planète à 2 °C et de constater qu'un fossé reste à combler. ■